

# LA PROGRESSION DU OUI AU RÉFÉRENDUM EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## Mobilisation et inclination renforcées de l'électorat kanak en faveur de l'indépendance

Sylvain Brouard

Directeur de recherche à Sciences Po - Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) & Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP)

[sylvain.brouard@sciencespo.fr](mailto:sylvain.brouard@sciencespo.fr)

Lors du second référendum en Nouvelle-Calédonie organisé le 4 octobre 2020, le « OUI » à la pleine souveraineté et à l'indépendance a recueilli 46,7% des suffrages exprimés, soit 3,4 points de plus qu'en 2018, et la participation a augmenté de près de 4,7 points à 85,7%. Avant de poursuivre l'analyse, il convient de souligner que les analyses des résultats et des évolutions en proportion des suffrages exprimés ne permettent qu'imparfaitement de comprendre les dynamiques électorales. L'analyse en proportion des inscrits apporte un éclairage complémentaire, et en l'occurrence, le seul à même de rendre compréhensible les évolutions en cours.

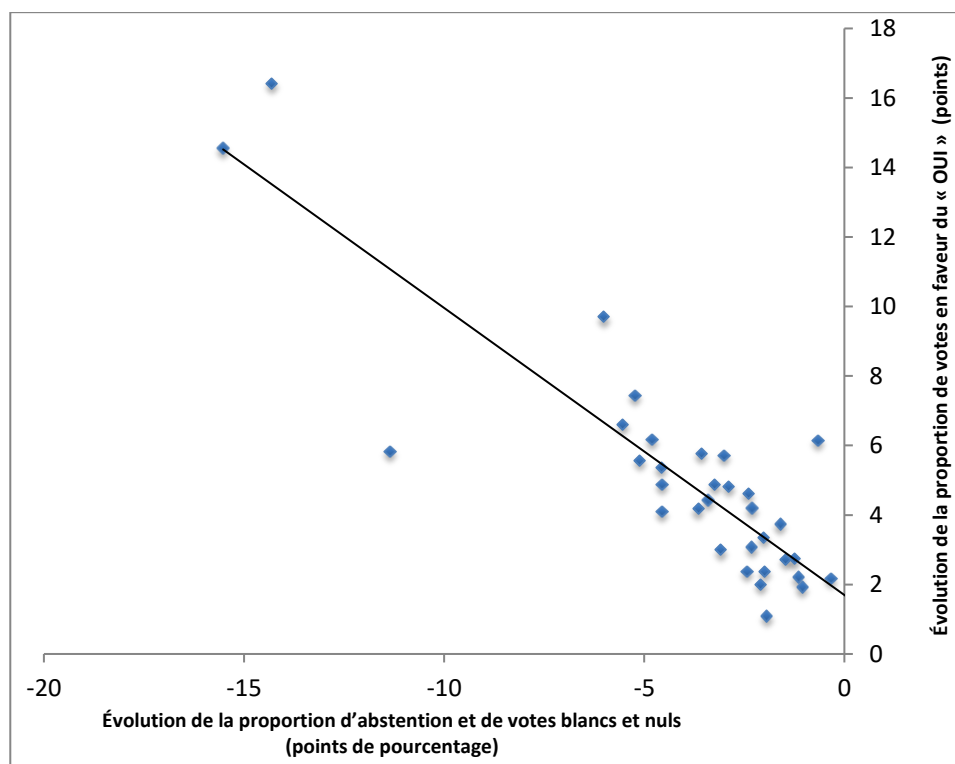
Premier enseignement, **le non est resté quasiment stable (-0,1 point ; 45,2% en 2018 et 45,1% en 2020)** en proportion des inscrits (tableau 1). Second enseignement, **le OUI a gagné 5 points en proportion des inscrits (de 34,6% en 2018 à 39,6% en 2020)**. Ainsi la progression du OUI apparaît plus importante que lorsqu'elle est appréhendée en proportion des suffrages exprimés.

Tableau 1 : Résultats des référendums 2018 et 2020

	Référendum 2018			Référendum 2020		
	Inscrits	Proportion des inscrits	Proportion des exprimés	Inscrits	Proportion des inscrits	Proportion des exprimés
<b>Inscrits</b>	174165	100 %	--	180799	100 %	--
<b>Abstention, votes blancs et nuls</b>	35232	20,2 %	--	27763	15,4 %	--
<b>OUI</b>	60199	34,6 %	43,3 %	71533	39,6 %	46,7 %
<b>NON</b>	78734	45,2 %	56,7 %	81503	45,1 %	53,3 %

Troisième enseignement, la progression du OUI s’opère conjointement avec le recul de l’abstention. Le graphique 1 met en évidence qu’au niveau communal, **plus la proportion d’abstention ainsi que de votes blancs et nuls parmi les électeurs inscrits baisse, plus la part du OUI augmente**. Cette relation s’observe avec ou sans l’inclusion des cas extrêmes de Lifou, Maré et Ouvéa (points les plus à gauche sur le graphique 1).

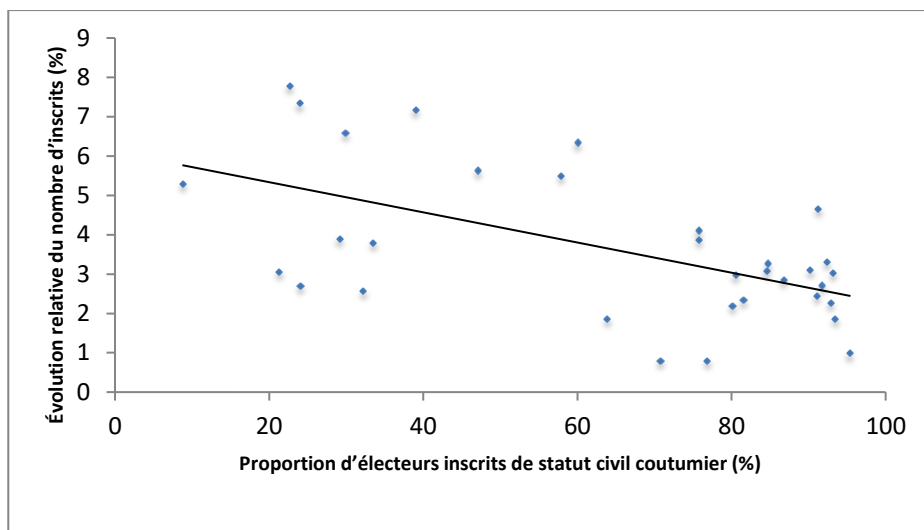
Graphique 1 : **Évolution de la proportion de votes en faveur du « OUI » entre 2018 et 2020 parmi les électeurs inscrits selon l’évolution de l’abstention ainsi que de votes blancs et nuls parmi les électeurs inscrits (par commune)**



### **Quelles sont les raisons de cette évolution notable ?**

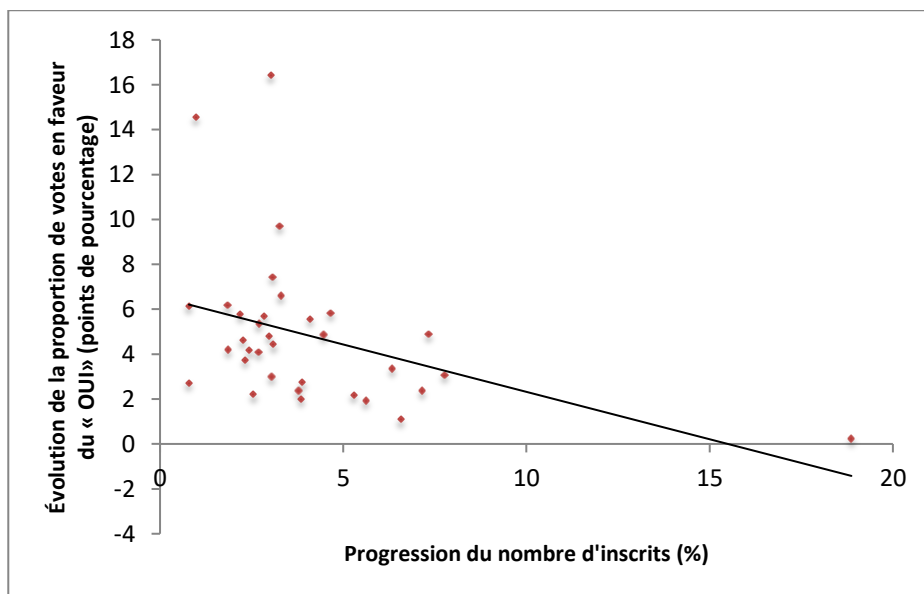
La proportion d’électeurs de statut (ex-)coutumier - celui de la partie prépondérante des électeurs kanaks et le seul indicateur disponible pour estimer la part des Kanaks dans l’électorat référendaire - est restée stable à 46% dans la liste électorale spéciale pour le référendum 2020. Par conséquent, les changements électoraux ne s’expliquent pas par une modification substantielle de la répartition communautaire de l’électorat référendaire. Cependant, entre les deux référendums, une progression importante du nombre d’électeurs inscrits (+3,8%) a eu lieu. Toutefois, cette progression n’est pas spécifique aux communes où les électeurs de statut (ex-)coutumier sont les plus nombreux (graphique 2).

Graphique 2 : Évolution relative du nombre d'inscrits entre 2018 et 2020 selon la proportion d'électeurs inscrits de statut civil coutumier à l'échelle municipale



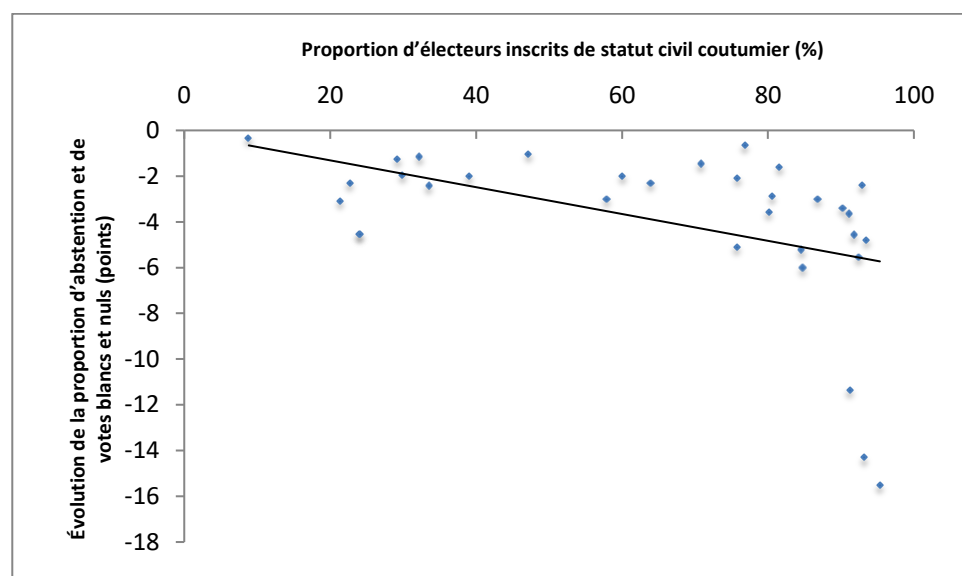
Il est tentant de lier l'augmentation du nombre d'inscrits à la hausse pour le OUI, sachant en outre que les électeurs les plus jeunes sont les plus favorables à l'indépendance et les plus nombreux parmi les nouveaux inscrits. Cependant, au niveau municipal, il n'y a pas d'augmentation simultanée du nombre d'inscrits et de la proportion de OUI. Comme le met en évidence le graphique 3, la relation est même négative : plus la progression du nombre d'inscrits est forte dans une commune, moins la progression du OUI est forte. Cette relation négative persiste même lorsque sont omis dans l'analyse les cas extrêmes de Poya Sud (en bas à droite du graphique 3) d'une part, et Lifou et Ouvéa (en haut à gauche du graphique 3). Ainsi, les résultats suggèrent que l'évolution des rapports de force référendaire ne trouve pas son origine dans une modification des caractéristiques du corps électoral entre les deux référendums.

Graphique 3 : Évolution de la proportion de votes en faveur du « OUI » entre 2018 et 2020 parmi les électeurs inscrits selon la progression du nombre d'inscrits par commune



À l'inverse, l'évolution de l'abstention et des votes blancs et nuls est corrélée négativement avec la proportion d'électeurs de statut coutumier inscrits sur la liste référendaire (même en excluant les cas extrêmes de Lifou, Maré et Ouvéa, en bas à droite dans le graphique 4). L'abstention et les votes blancs et nuls parmi les inscrits sur la liste référendaire ont plus fortement baissé dans les communes où la proportion d'électeurs de statut coutumier est la plus forte. Autrement dit, plus l'électorat kanak est nombreux dans une commune, plus l'abstention a reculé. Cette association suggère donc une mobilisation accrue au sein de cet électorat.

Graphique 4 : **Évolution de la proportion d'abstention ainsi que de votes blancs et nuls entre 2018 et 2020 parmi les électeurs inscrits selon la proportion d'électeurs inscrits de statut civil coutumier à l'échelle municipale**

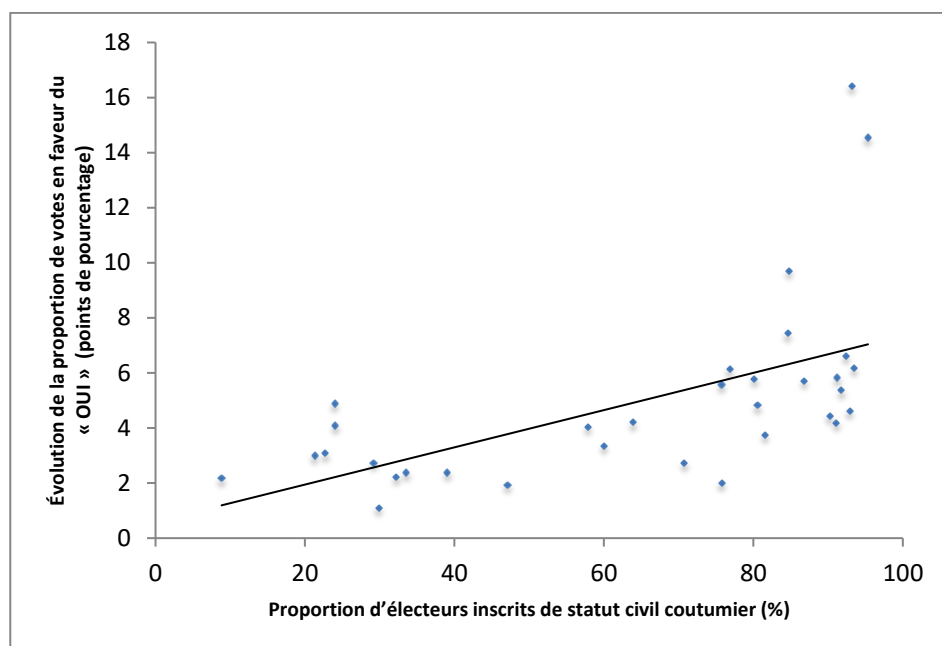


1. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, « Référendum en Nouvelle-Calédonie : un territoire toujours très divisé », Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2018.

En outre, comme le met en évidence le graphique 5, plus la proportion d'électeurs de statut coutumier sur la liste électorale spéciale est élevée, plus la progression du oui entre 2018 et 2020 est forte. Cette relation se vérifie également quand les cas extrêmes de Lifou et Ouvéa sont omis. Elle souligne le caractère erroné des analyses du scrutin de 2018 indiquant que « *la population mélanésienne (kanak) a voté presque unanimement pour le oui*<sup>1</sup> ». Il restait un réservoir de voix pour le OUI à l'indépendance dans l'électorat kanak, au sein des abstentionnistes de 2018.

Le changement dans le rapport de force référendaire réside dans la propension plus forte de 7 points de l'électorat kanak de statut coutumier à voter en faveur de l'indépendance et de la pleine souveraineté par rapport au référendum de 2018, au détriment de l'abstention principalement. Puisque ce segment électoral représente 46% du corps électoral référendaire, l'inclination indépendantiste renforcée en son sein rend compte de la plus grande partie de la hausse du OUI parmi les inscrits.

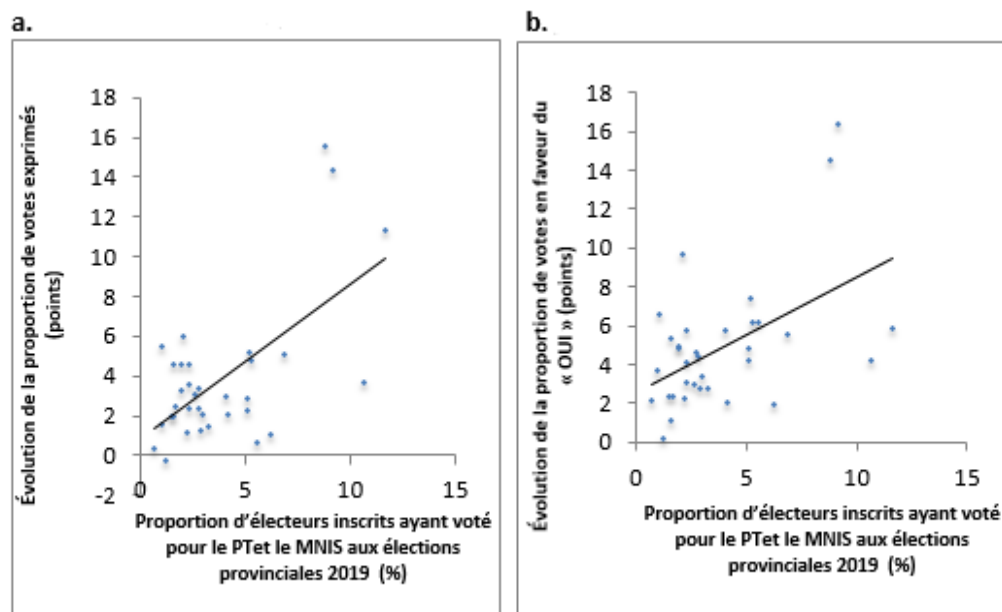
Graphique 5 : Évolution de la proportion de votes en faveur du « OUI » entre 2018 et 2020 parmi les électeurs inscrits selon la proportion d'électeurs inscrits de statut civil coutumier à l'échelle municipale



**Comment peut-on expliquer la significative progression indépendantiste au sein de l'électorat kanak ?**

L'un des éléments souvent passé sous silence dans les analyses tient au changement de stratégie du Parti travailliste en 2020. Pour mémoire, en 2018, celui-ci avait dénoncé le scrutin et appelé, avec d'autres mouvements (comme le collectif de Gossanah par exemple), à l'abstention. En 2020, parallèlement aux composantes du FLNKS, le Parti travailliste a activement participé, au sein du Mouvement nationaliste pour la souveraineté de Kanaky, à la campagne référendaire et mobilisé pour un « Oui massif nationaliste ». Lors du référendum de 2018, le niveau de l'abstention par bureau de vote était associé à celui du vote pour le Parti travailliste aux élections provinciales de 2014 dans les provinces Nord et Loyauté. La progression de la participation entre 2018 et 2020 est fortement corrélée au niveau de soutien au Parti travailliste (et au Mouvement nationaliste, indépendantiste et souverainiste) aux élections provinciales de 2019 (graphique 6a.). Simultanément, la progression de la proportion du OUI parmi les inscrits entre 2018 et 2020 est aussi fortement corrélée au niveau de soutien au Parti travailliste (et au Mouvement nationaliste, indépendantiste et souverainiste) aux élections provinciales de 2019 (graphique 6b.). L'association est particulièrement forte dans la province des Îles Loyauté. Par conséquent, la progression du soutien à l'indépendance et à la pleine souveraineté parmi l'électorat de statut coutumier s'explique notamment par la participation, inédite en 2020, de cette fraction de l'électorat indépendantiste.

Graphique 6 : Évolution de la proportion de votes exprimés (a.) et en faveur du « OUI » (b.) entre 2018 et 2020 parmi les électeurs inscrits selon la proportion d'électeurs inscrits ayant voté pour le PTet le MNIS (et le MNIS) aux élections provinciales 2019 à l'échelle municipale

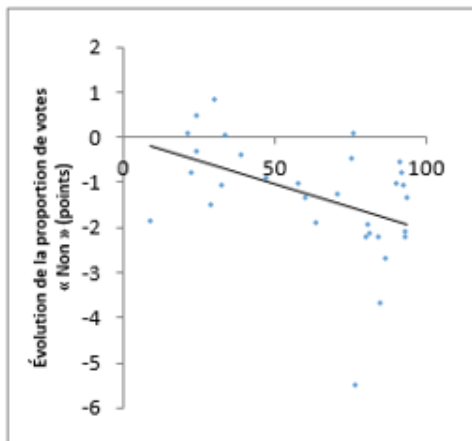


Au-delà, la stabilité, au niveau agrégé, de la proportion du NON parmi les inscrits dissimule une seconde évolution significative : le recul du NON parmi l'électorat kanak. Ainsi, la part du vote NON parmi les inscrits a diminué dans les trois quarts des communes calédoniennes (25) et le nombre de voix recueillies par le NON a chuté dans près de la moitié des communes calédoniennes (16). Ces évolutions sont étroitement associées à la proportion d'électeurs de statut coutumier (graphique 7). Plus la proportion d'électeurs de statut coutumiers croît, plus la proportion du NON parmi les inscrits diminue. Parallèlement, plus la proportion d'électeurs de statut coutumier augmente, plus la diminution du nombre de voix en faveur du NON est forte. L'exemple le plus spectaculaire est Bélep, où le nombre de bulletins NON a diminué de 31% par rapport à 2018.

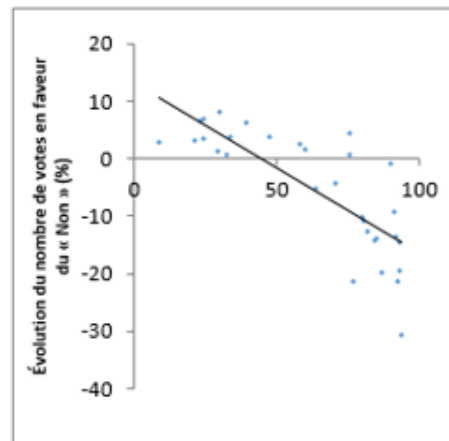
À Yaté, l'évolution est un peu moins forte (-19%). À l'opposé, dans les communes du Grand Nouméa, le nombre de suffrages pour le NON augmente de 3 à 7%. Ces évolutions indiquent qu'au-delà de la mobilisation, favorable aux indépendantistes, des abstentionnistes de 2018, s'est également opéré un affaiblissement significatif du soutien au NON dans l'électorat kanak. Il faut noter deux exceptions, les communes de Maré et Ouvéa, dans lesquelles le vote en faveur du NON est en progression de manière convergente avec l'appel de *Dynamique autochtone* à voter NON au référendum.

Graphique 7 : Évolution de la proportion de votes en faveur du « NON » parmi les électeurs inscrits (a.) et du nombre de votes en faveur du « NON » (b.) entre 2018 et 2020 selon la proportion d'électeurs inscrits de statut civil coutumier à l'échelle municipale (hors Maré et Ouvéa)

a.



b.



## Conclusion

Ces différents éléments d'analyse invalident l'interprétation d'une progression du OUI lors du référendum de 2020 qui résulterait d'une diffusion significative du soutien à l'indépendance hors de l'électorat Kanak. Au contraire, la forte progression du soutien à l'indépendance apparaît comme le produit à la fois d'une mobilisation plus forte de l'électorat kanak, et en particulier, en son sein, des sympathisants du Parti travailliste et des organisations et mouvements associés (UTSKE, etc.) et du recul du vote NON au sein de cet électorat. À l'inverse, le vote en faveur du NON semble, en parallèle, se renforcer au sein de l'électorat non-mélanésien.

Au final, les dynamiques électorales du second référendum mettent en évidence une polarisation renforcée, dans l'électorat référendaire, sur des bases communautaires. Tant le scénario d'un « non massif » que celui d'un « oui massif » semblent plus éloignés que jamais dans le cadre du présent corps électoral référendaire. Rien ne serait pire pour un avenir durablement pacifique en Nouvelle-Calédonie qu'une victoire étriquée, pour un camp ou pour l'autre, sur des bases communautaires, lors d'un troisième référendum dans deux ans, susceptible de ne pas être acceptée par les soutiens du camp perdant. Ainsi, les indépendantistes comme les non-indépendantistes se trouvent confrontés désormais au même problème : comment obtenir le soutien à leurs propositions d'une partie substantielle des citoyens au-delà de leur base électorale ? La stratégie identitaire de mobilisation autour du drapeau adoptée de manière prédominante par chacun des camps n'apparaît pas la plus efficace dans ce cadre. À ce stade, les conditions ne sont donc pas réunies pour que la solution référendaire imaginée dans le cadre des accords de Matignon et de Nouméa permette de résoudre le conflit néo-calédonien sur la souveraineté.

**Édition** : Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

**Mise en forme** : Marilyn Augé

Pour citer cette note : BOUARD (Sylvain) « La progression du oui au référendum en Nouvelle-Calédonie. Mobilisation et inclination renforcées de l'électorat Kanak en faveur de l'indépendance », *Sciences Po CEVIPOF*, note 3, octobre 2020, 8 p.

© CEVIPOF, 2020 Sylvain Brouard